

252/moo7/2
(1966-45)

Transport des prisonniers de guerre, des
déportés et des civils français rapatriés
d'Allemagne.

$\eta^{\circ} \text{ 21.112}$
44.09

S. N. C. F.

SERVICE COMMERCIAL

2^{me} Division

SECTION 1

DOSSIER N°

SOUS-DOSSIER N°

Transport des prisonniers de guerre, des déportés
et des ouvriers français rapatriés d'Allemagne.

[illegible]

et

EXTRAIT DU MEMENTO

de la réunion du 27/9/1944

de la Commission interalliée des Chemins de fer

.....

XIV - Repatriement de prisonniers libérés et de sujets Nord-Africains

Un grand nombre de prisonniers libérés et de sujets nord-africains se trouvent actuellement en Belgique. La question de leur repatriement a déjà été envisagée. Il a été décidé notamment de les transporter au moyen d'autorails; mais la S.N.C.F. n'a pas actuellement le gazoil nécessaire pour assurer ces transports. Elle demande donc aux autorités militaires alliées de lui fournir 2 m3 par jour de gazoil.

Le Colonel KELLY déclare que cette question a déjà fait l'objet d'une discussion auprès de la SHAEF MISSION en FRANCE; il doit revoir les bureaux intéressés et donner une réponse au cours de la réunion du 28 septembre.

21-112

44.09

st

EXTRAIT DU MEMENTO

de la réunion du 27/9/1944

de la Commission interalliée des Chemins de fer

.....

XIV - Rapatriement de prisonniers libérés et de sujets Nord-Africains

Un grand nombre de prisonniers libérés et de sujets nord-africains se trouvent actuellement en Belgique. La question de leur rapatriement a déjà été envisagée. Il a été décidé notamment de les transporter au moyen d'autorails; mais la S.N.C.F. n'a pas actuellement le gazoil nécessaire pour assurer ces transports. Elle demande donc aux autorités militaires alliées de lui fournir 2 m3 par jour de gazoil.

Le Colonel KELLY déclare que cette question a déjà fait l'objet d'une discussion auprès de la SHAEF MISSION en FRANCE; il doit revoir les bureaux intéressés et donnera une réponse au cours de la réunion du 28 septembre.

M. Larnaud
copie remise à E. Dutoy

AVIS GÉNÉRAL

T Périodique
Voyageurs

N° 26

DISTRIBUTION

EX

1 à 4

11, 13, 14, 18,
23, 34, 41

**TRANSPORTS DES PRISONNIERS DE GUERRE,
DES DÉPORTÉS ET DES OUVRIERS FRANÇAIS
RAPATRIÉS D'ALLEMAGNE**

article 1 ♦ Conditions de transport.

Le rapatriement d'Allemagne des prisonniers de guerre, des déportés politiques et des ouvriers français peut donner lieu à la mise en marche de trains spéciaux jusqu'aux « Centres de transit ».

Ce parcours est effectué sans titre de transport.

A partir des Centres de transit, les rapatriés sont transportés soit par trains spéciaux, soit par trains du service régulier.

Ils sont admis dans les trains sans paiement préalable du prix de leur place, sur présentation d'une pièce de couleur variable dite « Fiche d'identité et de transport » dont le modèle est donné au verso du présent Avis.

Cette fiche est délivrée par les Organismes du Ministère des Prisonniers de guerre, Déportés et Réfugiés :

- Centres principaux d'accueil à la frontière,
- Centres de transit,
- Directions départementales du rapatriement,
- Centres d'accueil, etc.

Les rapatriés qui effectuent dans les trains du service régulier le parcours du point d'entrée en France jusqu'au Centre de transit doivent être également munis de cette fiche (à la diligence des Centres d'accueil installés dans les gares frontières).

article 2 ♦ Utilisation de la fiche d'identité et de transport.

La fiche d'identité et de transport est valable comme titre de transport pour le parcours qui est indiqué. Elle doit être timbrée par les gares de départ et d'arrivée et ne pas être retirée des mains de son titulaire.

Lorsque des voyageurs se déclarant prisonniers de guerre, déportés ou ouvriers rapatriés se présentent aux gares sans fiche d'identité et de transport, il convient de les prier de se rendre, à leurs frais, soit à la Direction du rapatriement du chef-lieu du département, soit au Centre d'accueil le plus proche, pour se faire délivrer cette fiche. A défaut de cette dernière, ils doivent se munir d'un billet dans les mêmes conditions que les voyageurs ordinaires.

Lorsque des voyageurs se déclarant prisonniers de guerre, déportés ou ouvriers rapatriés sont rencontrés dans les trains sans fiche d'identité et de transport, ils doivent être considérés comme des voyageurs sans titre de transport.

article 3 ♦ Itinéraire et classes de voitures.

Pour les parcours dans les trains du service régulier, les voyageurs visés ci-dessus et qui voyagent sans paiement préalable du prix de leur place doivent emprunter l'un des itinéraires habituellement suivis par les voyageurs. Ils sont admis en troisième classe. Toutefois, en ce qui concerne les prisonniers de guerre, les officiers et assimilés peuvent emprunter la première classe (1) et les aspirants, adjutants-chefs et adjutants et assimilés, ainsi que les hommes de troupe et les sous-officiers s'ils sont décorés de la Légion d'Honneur ou de la Médaille Militaire, la deuxième classe (1).

Le déclassement n'est pas admis, même moyennant le paiement d'un supplément.

article 4 ♦ Arrêts en cours de route.

Sur le parcours qu'ils ont à effectuer dans les trains du service régulier, les rapatriés peuvent s'arrêter dans les mêmes conditions que les voyageurs munis de billets simples.

article 5 ♦ Mesure d'ordre.

L'Avis Général T 101 n° 3 est annulé.

Le Directeur du Service Commercial,
BOYAUX.

♦ (1) Deuxième classe dans les trains ne comportant pas de voiture de première classe et classe unique dans les trains ne comportant que des voitures de cette classe.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE		Ministère des Prisonniers de Guerre, Déportés et Réfugiés	
Carnet n°	Série	N°	
FICHE D'IDENTITÉ ET DE TRANSPORT			
Signature du titulaire		Rapatriement des : (1) — Prisonniers de guerre. — Travailleurs déportés. — Déportés politiques. (1) Rayer les mentions inutiles.	
Nom :		Timbre à date de la gare de départ.	
Prénoms :		Timbre à date de la gare d'arrivée.	
Point de départ :			
Lieu de destination :			
Grade (pour les P. G.) :			
Jour et heure de départ :			
NOTA. — La présente fiche tient lieu de titre de transport sur les lignes de la S. N. C. F. Elle ne doit pas être retirée des mains de son titulaire.			
Cache du Centre qui a délivré la fiche d'identité et de transport.		A le LE DIRECTEUR DU CENTRE,	

Militaire

Situation des prisonniers
de guerre et déportés français
et étrangers récupérés au cours de
la libération du territoire et de
l'occupation de l'Allemagne:

voir B.O. (grie S.p.) n° 10
du 12 mars 1945.

~~Bar~~

SOCIÉTÉ
NATIONALE

des
CHEMINS DE FER
FRANÇAIS

C

AVIS GÉNÉRAL

T Périodique
Voyageurs

N° 16

DISTRIBUTION

EX

1 à 4

11-13-14-18

23-33-34-41

OBJET :

- 1° Rectification à l'Avis Général T Périodique Voyageurs n° 11 du 16 mars 1945 (Transports des prisonniers de guerre, des déportés et des ouvriers français rapatriés d'Allemagne).
- 2° Transport des prisonniers de guerre et des déportés rapatriés allant passer une visite médicale.
- 3° Militaires ou Marins bénéficiaires de permissions de détente, exceptionnelle, de convalescence ou d'un congé de convalescence.
- 4° Transport des personnes auxquelles l'Entr'Aide Française vient en aide et de leurs bagages.
- 5° Rappel d'instruction.

**1° Rectification
à l'Avis Général T Périodique
Voyageurs
n° 11 du 16
mars 1945.**

Dès réception, les gares modifieront à la plume comme suit le deuxième alinéa de l'article 2 de l'Avis Général T Périodique Voyageurs n° 11 du 16 mars 1945 :

« Lorsque des voyageurs se déclarant prisonniers de guerre, déportés ou ouvriers rapatriés, se présentent aux gares sans fiche de transport, il convient de les prier de se rendre à leurs frais, soit au Centre de rapatriement, soit au Centre d'accueil départemental le plus proche pour se faire délivrer cette fiche. »
(Le reste sans changement).

**2° Transport
des prisonniers
de guerre et
des déportés
rapatriés
allant passer
une visite mé-
dicale.**

Un accord est intervenu entre la S.N.C.F. et le Ministère de la Santé Publique pour le transport sans paiement préalable des prisonniers de guerre et déportés rapatriés allant passer une visite médicale.

Les intéressés seront munis de **bons de transport modèle 2 bis** (fac-similé n° 14 de l'Annexe à l'Avis Général T 104 n° 1). En échange de ces bons il sera délivré des billets CC 139 R dans les conditions définies à l'article 9 de l'Avis précité.

Les additions utiles seront apportées à ce dernier document dans un prochain rectificatif.

3° Militaires ou marins bénéficiaires de permissions de détente, exceptionnelle, de convalescence ou d'un congé de convalescence.

L'article 2 de l'Avis Général T 101 n° 2 prévoit le transport, sans paiement préalable du prix de leur place, des militaires ou marins **aux armées** bénéficiaires d'une permission de détente, exceptionnelle ou de convalescence.

Cette disposition a été étendue aux militaires bénéficiaires d'un **congé de convalescence**, étant précisé que le titre de permission portera en surcharge la mention « *Congé de convalescence* » (Avis Général T Périodique Voyageurs n° 14, § 4°, du 20 avril 1945).

En outre, la mesure, limitée jusqu'à présent aux militaires ou marins **aux armées**, est étendue, à partir du 1^{er} mai, à **tous les militaires et marins** (formations des armées et de l'intérieur).

Les indications utiles seront reprises dans un nouveau tirage de l'Avis Général T 101 n° 2 qui paraîtra prochainement.

4° Transport des personnes auxquelles l'Entr'Aide Française vient en aide et de leurs bagages.

Un accord est intervenu entre la S.N.C.F. et l'Entr'Aide Française pour le transport sans paiement préalable des personnes auxquelles cette Œuvre vient en aide et de leurs bagages.

Les intéressées seront munies de **bons de transport modèle 2 bis** (fac-similé n° 14 de l'Annexe à l'Avis Général T 104 n° 1) qui pourront, avant d'être imprimés, être provisoirement établis au moyen de la dactylographie. En échange de ces bons, il sera délivré un billet CC. 139 R dans les conditions définies à l'article 9 de l'Avis précité.

Les additions utiles seront apportées à ce dernier document dans un prochain rectificatif.

5° Rappel d'instruction.

L'Avis Général T Périodique Voyageurs n° 2 (2°) du 10 janvier 1945 a informé les gares que les dispositions prévues par l'Avis Général T 104 n° 1 pour les transports effectués pour le compte du **Secrétariat Général à la Main-d'Œuvre** ont cessé d'être applicables à la date du 1^{er} janvier 1945.

Par suite les gares ne doivent plus, depuis cette date, accepter et échanger contre des billets CC. 139 R les bons spéciaux de transport précédemment émis au titre de cet organisme.

Ces bons sont impersonnels et portent en tête l'une des désignations suivantes : « *Etat Français — Ministère du Travail — Secrétariat Général à la Main d'Œuvre* » « *Commissariat Général Interministériel à la Main d'Œuvre* » ou « *Commissariat Général au Service du Travail obligatoire* ».

Le Directeur du Service Commercial
P.O. : L'INGÉNIEUR EN CHEF,
CHEF DE LA DIVISION DU TRAFIC VOYAGEURS,
RAMÉ.

SOCIÉTÉ
NATIONALE

des

CHEMINS DE FER
FRANÇAIS

C

DISTRIBUTION

EX

1 à 4

11 - 13

14 - 18 - 23

33 - 34 - 41

appl. j'2 n.o.
ADDITIF N° 1
A L'AVIS GÉNÉRAL

Paris, le 12 avril 1945

T Périodique
Voyageurs

N° 11

ENREGISTREMENT DES BAGAGES
DES PRISONNIERS DE GUERRE, DES DÉPORTÉS
ET DES OUVRIERS FRANÇAIS RAPATRIÉS
D'ALLEMAGNE

Les prisonniers de guerre, les déportés et les ouvriers français rapatriés d'Allemagne qui, conformément aux dispositions de l'Avis Général T Périodique Voyageurs n° 11 du 16 mars 1945, sont transportés sans paiement du prix de leur place sur présentation d'une « *Fiche de transport* » délivrée par les Organismes du Ministère des Prisonniers de guerre, Déportés et Réfugiés, **peuvent obtenir**, également **sans paiement**, l'enregistrement de leurs bagages pour la destination indiquée sur ladite fiche.

Par dérogation aux dispositions qui régissent actuellement l'acceptation des bagages, **peuvent être enregistrés les objets de toute nature présentés par les rapatriés**, quelles que soient par ailleurs les conditions d'emballage de ces objets.

Cet enregistrement est effectué sur présentation de la fiche de transport dans les conditions indiquées ci-après :

Les gares délivrent sans paiement un bulletin de bagages établi dans les conditions ordinaires, sur lequel elles indiquent, en plus des renseignements habituels, le numéro de la fiche de transport présentée ; elles portent, en outre, le timbre « *Bagages* » au verso de ladite fiche pour éviter qu'elle serve à plusieurs enregistrements.

Elles établissent un relevé des enregistrements de bagages effectués dans ces conditions, en rappelant, pour chaque enregistrement :

- le numéro de la fiche de transport,
- le numéro et la date de l'enregistrement,
- le montant des droits d'enregistrement,
- le montant des taxes d'excédent.

Les gares se reprennent sur la Subdivision du Contrôle des Recettes Voyageurs du montant de leur découvert au moyen d'un transfert comptable, auquel est annexé le relevé visé ci-dessus.

Le Directeur du Service Commercial,
P. O. : L'INGÉNIEUR EN CHEF,
CHEF DE LA DIVISION DU TRAFIC VOYAGEURS,
RAMÉ.

Appl. j' à n°.

Paris, le 22 mai 1945

SOCIÉTÉ
NATIONALE

des
CHEMINS DE FER
FRANÇAIS

C

DISTRIBUTION

EX

1 à 4

11 - 13

14 - 18 - 23

33 - 34 - 41

ADDITIF N° 2
A L'AVIS GÉNÉRAL

T Périodique
Voyageurs

N° 11

UTILISATION DES FICHES DE TRANSPORT
DELIVREES AUX PRISONNIERS DE GUERRE,
AUX DEPORTES
ET AUX OUVRIERS FRANÇAIS RAPATRIÉS
D'ALLEMAGNE HOSPITALISÉS AU COURS
DE LEUR VOYAGE DE RAPATRIEMENT

Les rapatriés munis de la fiche de transport délivrée par les soins des Organismes accrédités du Ministère des Prisonniers, Déportés et Réfugiés sont autorisés à s'arrêter en cours de route dans les mêmes conditions que les porteurs de billets ordinaires.

Certains prisonniers de guerre, déportés et ouvriers sont, en raison de leur état physique déficient, dirigés sur un hôpital militaire ou civil pour y être soignés pendant une période plus ou moins longue.

Au sortir de l'hôpital, la mention suivante sera apposée au verso de la fiche de transport en possession des hospitalisés :

" Hospitalisé le.....

Autorisation de sortie le"

appuyée de la signature du médecin-chef de l'hôpital militaire ou du fonctionnaire habilité à cet effet pour les hôpitaux civils, et du cachet officiel de l'établissement.

Les intéressés pourront achever leur voyage, à partir de la gare desservant le lieu de leur hospitalisation, dans les mêmes conditions que s'ils étaient munis de billets ordinaires ayant pour origine de validité la date de l'autorisation de sortie.

Le Directeur du Service Commercial :

P.O. : LE DIRECTEUR-ADJOINT

MAROIS.

appl. jusqu'à m. o.

Paris, le 24 mai 1945

SOCIÉTÉ
NATIONALE

des

CHEMINS DE FER
FRANÇAIS

C ,

ADDITIF N° 3
A L'AVIS GÉNÉRAL

T Périodique
Voyageurs

N° 11

DISTRIBUTION

EX

1 à 4
11 - 13
14 - 18 - 23
33 - 34 - 41

TRANSPORT :

- des prisonniers de guerre rapatriés se rendant aux Centres de démobilisation ;
- des déportés et ouvriers rapatriés se rendant aux Centres d'accueil départementaux.

* Les prisonniers de guerre, les déportés et les ouvriers rapatriés désignés ci-dessus sont transportés sans paiement préalable du prix de leur place, sous réserve d'être munis, par les soins du Maire de leur résidence et pour le compte du Ministère des Prisonniers, Dépor-

tés et Réfugiés, d'un bon de transport spécial reproduisant les indications essentielles du bon spécial mod. 2 (fac-similé n° 13 de l'Annexe à l'Avis Général T 104 n° 1).

Contre remise de ce bon et sur présentation de la carte de rapatrié dont doivent être munis les intéressés, la gare de départ délivre, sans paiement préalable, après s'être assurée que les indications portées sur les deux pièces sont bien concordantes, deux billets de transport à régler mod. CC. 139 R valables, l'un pour le voyage d'aller, l'autre pour le voyage de retour, dans les conditions prévues à l'article 9 (renvoi 2) de l'Avis Général T 104 n° 1.

Le Directeur du Service Commercial,

P. O. : L'INGÉNIEUR EN CHEF,

CHEF DE LA DIVISION DU TRAFIC VOYAGEURS,

RAMÉ.

Applicable jusqu'à nouvel ordre

Paris, le 16 mars 1945

SOCIÉTÉ
NATIONALE
des
CHEMINS DE FER
FRANÇAIS

C

AVIS GÉNÉRAL

(L'Avis Général T Périodique Voyageurs n° 10
concerne seulement les gares intéressées aux Tarifs
de la Banlieue de Paris).

T Périodique
Voyageurs

N° 11

DISTRIBUTION
EX
—
1 à 4
11, 13, 14, 18
23, 34, 41

TRANSPORTS DES PRISONNIERS DE GUERRE DES DÉPORTÉS ET DES OUVRIERS FRANÇAIS RAPATRIÉS D'ALLEMAGNE

article 1 ♦ Conditions de transport.

Les prisonniers de guerre, déportés politiques et ouvriers français rapatriés d'Allemagne sont transportés soit par trains spéciaux, soit par trains du service régulier.

Ils sont admis dans les trains sans paiement préalable du prix de leur place, sur présentation d'une pièce dite « **Fiche de transport** » dont le modèle est donné au verso du présent Avis.

Cette fiche est délivrée par les Organismes du Ministère des Prisonniers de guerre, Déportés et Réfugiés :

- Centres de rapatriement à la frontière,
- Directions départementales des prisonniers, déportés et réfugiés,
- Centres d'accueil, etc.

La fiche de transport indique qu'elle donne droit, par priorité, au transport du rapatrié par tous les moyens mis à la disposition des Services de rapatriement (à l'exception des autorails de la S.N.C.F.). Cette mention signifie que la fiche dont il s'agit donne accès, sans que son titulaire ait à se munir d'une fiche d'admission, dans les trains du service régulier où celle-ci est exigée (à l'exception des autorails de liaison dont l'accès est réservé au porteur d'une autorisation spéciale).

article 2 ♦ Utilisation de la fiche de transport.

La fiche de transport est valable comme titre de transport pour le parcours qui y est indiqué. Elle doit être timbrée par la gare de départ; elle ne doit pas être retirée des mains de son titulaire par la gare d'arrivée.

Lorsque des voyageurs se déclarant prisonniers de guerre, déportés ou ouvriers rapatriés se présentent aux gares sans fiche de transport, il convient de les prier de se rendre, à leurs frais, soit à la Direction des prisonniers, déportés et réfugiés du chef-lieu du département, soit au Centre de rapatriement ou d'accueil le plus proche, pour se faire délivrer cette fiche. A défaut de cette dernière, ils doivent se munir d'un billet dans les mêmes conditions que les voyageurs ordinaires.

Lorsqu'une gare ou un agent du contrôle de route aura un doute sur le droit d'un voyageur à la possession d'une fiche de transport, il pourra se faire présenter la carte de rapatrié dont chaque rapatrié sera porteur et qui comportera le même numéro que la fiche de transport.

Au cas où cette dernière pièce ne pourrait être présentée, l'intéressé devrait être considéré comme un voyageur sans titre de transport. Il en serait de même des voyageurs se déclarant prisonniers de guerre, déportés ou ouvriers rapatriés qui seraient rencontrés dans les trains sans fiche de transport.

*(Agt. P. 16
du 22-45)*

article 3 ♦ Itinéraire et classes de voitures.

Pour les parcours dans les trains du service régulier, les voyageurs visés ci-dessus doivent emprunter l'un des itinéraires habituellement suivis.

Les fiches de transport sont valables d'une façon générale en 3^e classe. Toutefois :

— en ce qui concerne les **prisonniers de guerre**, les officiers et assimilés peuvent emprunter la première classe (1) et les aspirants, adjudants-chefs, adjudants et assimilés, ainsi que les hommes de troupe et les sous-officiers s'ils sont décorés de la Légion d'honneur ou de la Médaille Militaire, la deuxième classe (1) ;

— en ce qui concerne les **déportés et ouvriers**, les fiches peuvent être validées dans une classe supérieure au moyen d'un cachet spécial « Valable en ...^e classe » qui sera apposé dans la case de la fiche intitulée : « Avis Service Santé. »

Le déclassement n'est pas admis, même moyennant le paiement d'un supplément.

article 4 ♦ Arrêts en cours de route.

Sur le parcours qu'ils ont à effectuer dans les trains du service régulier, les rapatriés peuvent s'arrêter dans les mêmes conditions que les voyageurs munis de billets simples.

article 5 ♦ Mesure d'ordre.

L'Avis Général T Périodique Voyageurs n° 26 (1944) est annulé.

Le Directeur du Service Commercial :

P. O. : LE DIRECTEUR-ADJOINT

MAROIS.

♦ (1) Deuxième classe dans les trains ne comportant pas de voiture de 1^{re} classe et classe unique dans les trains ne comportant que des voitures de cette classe.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE		FICHE DE TRANSPORT				(numéro de la fiche)
Ministère des Prisonniers, Déportés et Réfugiés						
(26) Nom	(27) Prénom	(28) Nom de jeune fille			(29) Date naissance	
(30) Nom, prénom, adresse de la personne chez qui vous vous rendez						
(70) AVIS SERVICE SANTÉ	RÉGULATION					
	Moyen locomotion	Date	Heure	Départ	OBSERVATIONS	
D R						
					GARE DESTINATAIRE	
					GARE DÉPART	
— Cette fiche donne droit, par priorité et sans paiement, au transport du rapatrié de jusqu'à sa destination définitive, par tous les moyens mis à la disposition des Services de rapatriement (à l'exception des autorails de la S.N.C.F.).					TIMBRE GARE DÉPART	
— Toutefois, si le rapatrié emprunte des moyens de transport secondaires (autocars, compagnies secondaires de chemin de fer, etc.), il devra acquitter le prix de sa place et inscrire au dos de cette fiche les trajets effectués et les sommes payées. Elles lui seront remboursées sur présentation de cette fiche à la Direction départementale des P.D.R. de sa résidence.						
NOTA. — En cas d'arrêts intermédiaires (voir au dos)						

6
Juillet 1945

2ème division

C 71

420-262

45

1578

Monsieur le Chef de la
Division Commerciale
de la Région Sud-Est

Suite à notre communication, même référence, n° 3440, du 2 juin, relative aux voyages effectués dans des conditions irrégulières par un certain nombre de prisonniers et déportés rapatriés d'Allemagne.

Le Ministère des Prisonniers de guerre, Déportés et Réfugiés nous a fait connaître qu'en vue de mettre un terme aux irrégularités constatées, il avait donné toutes instructions nécessaires à des Directions Régionales et Départementales, ainsi qu'aux Centres d'Accueil à la frontière, par divers messages, et en dernier lieu au moyen d'une circulaire d'ensemble qui reprend les conditions de transport sur les lignes de la S.N.C.F. de tous ses ressortissants. Il espère que les mesures prises permettent maintenant à des différents services chargés de l'exécution des opérations de rapatriement de renseigner sans erreur possible les prisonniers déportés sur leurs droits et devoirs en matière de transports et d'éviter le retour des irrégularités que nous lui avions signalées. Dans ces conditions, il ne lui paraît pas utile de faire retirer les fiches de transport des mains des rapatriés par les gares d'arrivée : une telle mesure n'aurait plus maintenant qu'un champ d'application très limité et, d'autre part, le Ministère des P.D.A. pense que les gares d'arrivée sont peu qualifiées pour effectuer en pleine connaissance de cause le filtrage des prisonniers et déportés appelés ou non à utiliser des moyens de transport secondaires. Nous rangeant à cette manière de voir, nous abandonnons donc la suggestion que nous avions présentée à ce sujet dans notre lettre du 2 juin dernier.

En ce qui concerne le règlement des frais de voyages effectués dans des conditions irrégulières par des rapatriés, le Ministère des P.D.A. nous a fait connaître qu'il était disposé, en principe, à prendre à sa charge les transports effectués au moyen de fiches de transport sur lesquelles certains Centres d'Accueil ont apposé une mention indiquant que le titulaire avait droit au transport gratuit sur les chemins de fer pendant 15 jours ou plus, ou une mention modifiant la destination du voyage.

Pour nous permettre de faire procéder aux facturations utiles, je vous en prie obligé de bien vouloir m'adresser le plus tôt possible tous les rapports d'irrégularité qui ont été établis sur votre région.

de

Par ailleurs, la réponse que nous avons reçue du Ministère des P.D.R. nous permet, pour l'avenir, tirer les conclusions suivantes :

- les irrégularités provenant d'indications inexactes portées sur les fiches de transport par les services du Ministère des P.D.R., comme aussi celles qui proviennent parfois de l'utilisation de papiers non réglementaires, doivent nous être systématiquement signalées, en vue de la facturation des transports correspondants,
- les autres irrégularités imputables aux rapatriés eux-mêmes (voyages de convenances personnelles effectués, après le retour à la résidence, avec une fiche de transport qui n'a plus aucune valeur, voyages que certains rapatriés s'efforcent d'effectuer avec leur "carte de rapatriés" (notamment dans la banlieue de Paris) doivent être sanctionnées dans les conditions ordinaires : il convient donc de poursuivre le recouvrement des sommes dues auprès des rapatriés eux-mêmes.

Je rappelle, à ce propos, que les seuls voyages qui peuvent être effectués par les rapatriés sans paiement sont :

- les voyages de rapatriement jusqu'à la résidence
A.G.R. - Périodique Voyageurs n°11 (utilisation de la fiche de transport) complété par son additif n°2 (prolongation de la validité de la fiche de transport, lorsque le rapatrié est hospitalisé au cours du voyage de rapatriement).
- les voyages effectués pour aller aux Centres de démobilitation (prisonniers de guerre) ou aux Centres d'Accueil Départementaux (déportés et ouvriers) et en l'avenir (bons de transport délivrés par les mairies, à échanger contre un billet CC 139 R pour l'aller et un autre pour le retour) (additif n°3 à l'AGT n°11)
- les voyages effectués après le rapatriement pour aller passer une visite médicale (bons de transport délivrés par les services du Ministère de la Santé Publique, à échanger également contre deux billets CC 139 R) A.G.T. Périodique n°16
- les voyages effectués par les rapatriés du lieu de leur ancienne résidence jusqu'au lieu de refuge de leur famille (bons de transport délivrés par les services du Ministère des P.D.R., à échanger contre un billet CC 139 R). A la suite d'un signalement de la Région Nord, nous avons rappelé, en son temps, au Ministère des P.D.R. l'accord intervenu à ce sujet.

Par contre, pour répondre à la question que vous nous posez par votre lettre 2ème section - Dr 20 092, du 4 courant, je précise que la "carte de rapatrié" délivrée aux intéressés pour tenir lieu de titre provisoire d'identité ne donne aucun droit ni à voyager gratuitement, ni à obtenir des billets au tarif militaire. Elle reste, en effet, en possession des prisonniers de guerre après leur démobilisation et ne peut, dans ces conditions, être admise au nombre des pièces donnant droit à l'application du tarif militaire. (Avis Général T 101 n°1). (1)

Pour ce qui concerne les prisonniers de guerre rapatriés qui, en raison de leur état de santé, ne sont pas démobilisés immédiatement, ils peuvent être admis d'une permission de convalescence ou d'un congé de convalescence (Avis Général T 101 n°1). Pour remédier à certaines difficultés qui nous ont été signalées, nous avons demandé au Ministère de la Guerre d'examiner la possibilité de faire porter à l'encre rouge sur ceux de ses titres délivrés aux anciens prisonniers de guerre la mention "Est autorisé à revêtir la tenue civile".

LE DIRECTEUR DU SERVICE COMMERCIAL,

P. L'Ingénieur en Chef
Chef de la Division du Trafic-Voyageurs

Signé: RETOURNARD

-
- (1) - La seule facilité que confère la "carte de rapatrié" est de dispenser son titulaire de l'obtention d'une fiche d'admission pour deux voyages de convenances personnelles (voir à ce sujet la lettre libre division 11 790.0/34 du 29 juin du Service Central H du Ministère des P.B.E. dont copie a été adressée aux Chefs de Service de l'exploitation des régions).